

Unité bi-départementale des Landes et des Pyrénées-
Atlantiques
Cité Galliane
9 avenue Antoine Dufau
40000 Mont-de-marsan

Mont-de-marsan, le 24/11/2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 07/10/2025

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

LES DERIVES RESINIQUES ET TERPENIQUES

1220 route andré dupuy
40260 Castets

Références : -

Code AIOT : 0005201506

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 07/10/2025 dans l'établissement LES DERIVES RESINIQUES ET TERPENIQUES implanté 1200 RUE ANDRE DUPUY 40260 Castets. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- LES DERIVES RESINIQUES ET TERPENIQUES
- 1200 RUE ANDRE DUPUY 40260 Castets
- Code AIOT : 0005201506
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Seveso seuil haut
- IED : Oui

La Société DRT exploite sur le site de CASTETS depuis 1987 des activités de chimie fine de transformation des intermédiaires terpéniques produits sur le site de Vielle-Saint-Girons en molécules plus complexes pour les formulations de parfumerie ou la synthèse. Le site est classé SEVESO seuil haut au titre des rubriques 4510/4511 (dangereux pour l'environnement). Il est principalement réglementé par l'arrêté préfectoral du 07 juin 2013 et l'arrêté préfectoral complémentaire du 27 janvier 2023. L'élaboration d'un PPRT (Plan de Prévention des Risques Technologiques) autour de l'établissement a été prescrit par l'arrêté du 12 février 2010. Ce PPRT a été approuvé le 20 novembre 2012.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
5	Tests et maintenance des MMR	Arrêté Ministériel du 29/09/2005, article 4	Demande d'action corrective	15 jours

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Description des mesures de maîtrise des risques (MMR)	Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article Annexe III-1-6	Sans objet
2	indépendance des MMR	Arrêté Ministériel du 29/09/2005, article 4	Sans objet
3	Cinétique des MMR	Arrêté Ministériel du 29/09/2005, article 4	Sans objet
4	Niveau de confiance des MMR	Arrêté Ministériel du 29/09/2005, article 4	Sans objet
6	Indisponibilité des MMR	Arrêté Préfectoral du 27/01/2023, article 7.6	Sans objet
7	Identification des MMR sur le terrain	Arrêté Préfectoral du 27/01/2023, article 7.2	Sans objet
8	Arrêté préfectoral de mise en demeure 2024 - Mesure de maîtrise des risques	AP de Mise en Demeure du 12/12/2024, article 1	Levée de mise en demeure

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

La non-conformité ayant fait l'objet de l'arrêté préfectoral de mise en demeure n° 2024-656 en

date du 12 décembre 2024 est levée, au regard des constats effectués lors de la visite d'inspection du 05 novembre 2025.

L'exploitant doit transmettre, dans un délai de 15 jours à compter de la réception de ce rapport, les justificatifs de réalisation des tests sur l'intégralité de la chaîne MMR.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Description des mesures de maîtrise des risques (MMR)

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article Annexe III-1-6
Thème(s) : Risques accidentels, MMR
Prescription contrôlée : Ce document indique a minima l'identification de la mesure en référence à l'étude de dangers, son objectif, son niveau de confiance, son efficacité, son action et les scénarios sur lesquels elle intervient, la cinétique de mise en œuvre de la réponse attendue, les critères de pérennité et, le cas échéant, les critères d'indépendance vis-à-vis des autres mesures de maîtrise des risques participant à la maîtrise du même phénomène dangereux. Lorsqu'il ne figure pas dans l'étude de dangers, l'exploitant établit le document prévu au 6) du point I de l'annexe 3 avant le 1er janvier 2023 (article 7)
Constats : L'exploitant a présenté un tableau listant les différentes MMR à action humaine pour chaque unité du site de Castets. Le cas de la MMR 11, associée à l'événement redouté central [U3s-5a]-11 (PhD 10 PPRT), a été examiné. Le paragraphe 6 de l'EDD de septembre 2020 (document unité 3) présente, de façon générique, les éléments permettant de justifier l'efficacité, la testabilité et la maintenabilité de chaque type de MMR (chaînes instrumentées, détecteurs, système de déluge, soupapes, etc.). Pour chacun, les aspects liés à l'indépendance, au concept éprouvé, à la sécurité positive, à la tolérance à la première défaillance, à la résistance aux contraintes spécifiques, à la testabilité et à la maintenabilité sont détaillés. La fiche n°9 - « MMR UVCE (UE3s-5a)-11_Détection + IFE action humaine_v_180624 », mise à jour le 18 juin 2024 présente en détail : <ul style="list-style-type: none">• la référence de l'ER dans l'étude de dangers,• la localisation de la cuvette concernée,• la fiche réflexe pour l'action de l'opérateur,• le descriptif de la MMR 11, incluant :<ul style="list-style-type: none">◦ une description générale ;◦ un schéma de fonctionnement ;◦ l'indépendance ;◦ l'efficacité ;◦ la maintenabilité ;◦ la validation des responsables ;◦ l'historique des modifications ;◦ d'autres commentaires.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : indépendance des MMR

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 29/09/2005, article 4
Thème(s) : Risques accidentels, MMR
Prescription contrôlée : Pour être prises en compte dans l'évaluation de la probabilité, les mesures de maîtrise des risques doivent être efficaces, avoir une cinétique de mise en œuvre en adéquation avec celle des événements à maîtriser, être testées et maintenues de façon à garantir la pérennité du positionnement précité. <u>Article 45 de l'AM du 04/10/2010</u> : mesure de maîtrise des risques (MMR) : Catégorie de barrière de sécurité agissant sur les scénarios d'accidents majeurs, et qui répond à la double exigence suivante: - réduire la probabilité des phénomènes dangereux potentiels ou la gravité des accidents qui leur sont associés ; - répondre simultanément à des exigences d'efficacité, de cinétique de mise en œuvre (en adéquation avec celle des événements à maîtriser) et de pérennité (dont la garantie est assurée par la testabilité et la maintenabilité). L'efficacité d'une MMR est sa capacité à remplir la mission/ la fonction de sécurité qui lui est confiée pendant une durée donnée et dans son contexte d'utilisation. L'efficacité d'une MMR prend également en compte le critère d'indépendance de cette MMR vis-à-vis des éventuels autres dispositifs agissant conjointement sur un même phénomène dangereux.
Constats : La MMR associée à l'événement redouté centrale [U3s-5a] a été examinée. Les constatations effectuées sont précisées en annexe confidentielle.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 3 : Cinétique des MMR

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 29/09/2005, article 4
Thème(s) : Risques accidentels, MMR
Prescription contrôlée : Pour être prises en compte dans l'évaluation de la probabilité, les mesures de maîtrise des risques doivent être efficaces, avoir une cinétique de mise en œuvre en adéquation avec celle des événements à maîtriser, être testées et maintenues de façon à garantir la pérennité du positionnement précité. <u>Article 45 de l'AM du 04/10/2010</u> : mesure de maîtrise des risques (MMR) : Catégorie de barrière de sécurité agissant sur les scénarios d'accidents majeurs, et qui répond à la double exigence suivante:- réduire la probabilité des phénomènes dangereux potentiels ou la gravité des accidents qui leur sont associés ;- répondre simultanément à des exigences d'efficacité, de cinétique de mise en œuvre (en adéquation avec celle des événements à maîtriser) et de pérennité (dont la

garantie est assurée par la testabilité et la maintenabilité). L'efficacité d'une MMR est sa capacité à remplir la mission/ la fonction de sécurité qui lui est confiée pendant une durée donnée et dans son contexte d'utilisation. L'efficacité d'une MMR prend également en compte le critère d'indépendance de cette MMR vis-à-vis des éventuels autres dispositifs agissant conjointement sur un même phénomène dangereux.
Constats : La MMR associée à l'événement redouté centrale [U3s-5a] a été examinée. Les constatations effectuées sont précisées en annexe confidentielle.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 4 : Niveau de confiance des MMR

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 29/09/2005, article 4
Thème(s) : Risques accidentels, MMR
Prescription contrôlée : Pour être prises en compte dans l'évaluation de la probabilité, les mesures de maîtrise des risques doivent être efficaces, avoir une cinétique de mise en œuvre en adéquation avec celle des événements à maîtriser, être testées et maintenues de façon à garantir la pérennité du positionnement précité. <u>Article 54 de l'AM du 04/10/2010</u> : L'exploitant définit et met en œuvre les opérations d'entretien de vérification des barrières de sécurité et mesures de maîtrise des risques. Ces opérations respectent les exigences et spécificités définies par le fabricant.
Constats : La MMR associée à l'événement redouté centrale [U3s-5a] a été examinée. L'exploitant valorise un nouveau de confiance 1 pour la MMR 11. Le niveau de confiance est démontré selon le référentiel technique de l'Inéris : Guide oméga 20.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 5 : Tests et maintenance des MMR

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 29/09/2005, article 4
Thème(s) : Risques accidentels, MMR
Prescription contrôlée : Pour être prises en compte dans l'évaluation de la probabilité, les mesures de maîtrise des risques doivent être efficaces, avoir une cinétique de mise en œuvre en adéquation avec celle des événements à maîtriser, être testées et maintenues de façon à garantir la pérennité du positionnement précité. <u>Article 54 de l'AM du 04/10/2010</u> : L'exploitant définit et met en œuvre les opérations d'entretien

de vérification des barrières de sécurité et mesures de maîtrise des risques. Ces opérations respectent les exigences et spécificités définies par le fabricant.
Constats : La MMR associée à l'événement redouté centrale [U3s-5a] a été examinée. Les constatations effectuées sont précisées en annexe confidentielle.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'exploitant transmet dans un délai de 15 jours la preuve de la bonne réalisation des tests sur la partie technique de la MMR.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 15 jours

N° 6 : Indisponibilité des MMR

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 27/01/2023, article 7.6
Thème(s) : Risques accidentels, MMR
Prescription contrôlée : En cas d'indisponibilité d'un dispositif ou élément d'une mesure de maîtrise des risques, l'installation est arrêtée et mise en sécurité sauf si l'exploitant a défini et mis en place les mesures compensatoires dont il justifie l'efficacité et la disponibilité.
Constats : L'exploitant a recensé dans un fichier Excel les MMR de l'unité 3, associées aux mesures compensatoires. Il a indiqué mettre en place les mesures suivantes : <ul style="list-style-type: none"> • Location d'une valise portable ; • Surveillance et rondes renforcées (détecteur portable pour lever les doutes).
Type de suites proposées : Sans suite

N° 7 : Identification des MMR sur le terrain

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 27/01/2023, article 7.2
Thème(s) : Risques accidentels, MMR
Prescription contrôlée : Les dispositifs techniques constituant chaque MMR font l'objet d'une identification et d'un repérage physique sur site et sur les synoptiques de pilotage des installations, et d'un repérage écrit sur les supports documentaires ou informatiques utilisés pour leur suivi (tests, maintenance, modifications, interventions).

<p>Constats :</p> <p>La MMR associée à l'événement redouté centrale [U3s-5a] a été examinée. Les constatations effectuées sont précisées en annexe confidentielle.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 8 : Arrêté préfectoral de mise en demeure 2024 - Mesure de maîtrise des risques

<p>Référence réglementaire : AP de Mise en Demeure du 12/12/2024, article 1</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, MMR</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>La société DRT, exploitant des installations de fabrication de produits chimiques organiques destinés à parfumer des cosmétiques, des détergents ou des savons sur la commune de Castets est mise en demeure de se conformer aux dispositions de l'article 7.4 de l'arrêté préfectoral complémentaire du 27 janvier 2023 en mettant en œuvre, dans un délai de 6mois à compter de la notification du présent arrêté, un dispositif technique pérenne performant permettant de supprimer ou de limiter à l'intérieur du site les effets toxiques de l'épandages de produits chimiques collectés dans le bassin de sécurité du site.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant a transmis, par courriel en date du 27 octobre 2025, les justificatifs des travaux relatifs à la couverture (MMR passive permettant l'exclusion du PPRT) du bassin de sécurité du site (projet "Couverture bassin Castets", contrat de prestations relatif aux travaux de couverture du bassin).</p> <p>Le 30 octobre 2025, il a également transmis une photographie attestant de la mise en place effective de cette couverture MMR.</p> <p>Enfin, lors de la visite d'inspection, il a été constaté que la couverture du bassin de sécurité recouvrait intégralement celui-ci.</p> <p>La non-conformité ayant fait l'objet de l'arrêté préfectoral de mise en demeure n° 2024-656 en date du 12 décembre 2024 est levée, au regard des constats effectués lors de la visite d'inspection du 05 novembre 2025.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>
<p>Proposition de suites : Levée de mise en demeure</p>